

Rapport 2023 «Actually European!?»

Les attentes des citoyen·ne·s allemand·e·s à l'égard de la politique européenne de leur pays dans un contexte de crise et de transformation

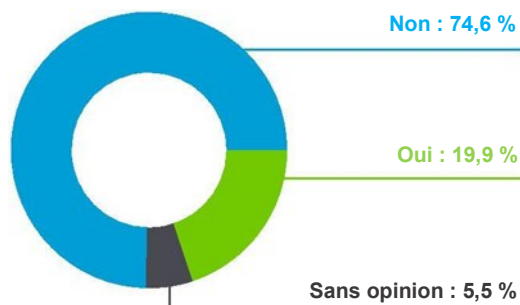
JOHANNES HILLJE & CHRISTINE PÜTZ

Dans son accord de coalition, le gouvernement allemand actuel s'était engagé à mener une « politique européenne active » et à tracer les contours de la politique européenne « de manière constructive ». L'année dernière a toutefois été marquée par la gestion de la crise provoquée par la guerre d'agression de la Russie. Bien que l'UE ait réussi à réagir rapidement et d'une seule voix dans son soutien à l'Ukraine et dans le domaine énergétique, sa marge de manœuvre a souvent été circonscrite à la crise elle-même. Ses capacités de défense et la décarbonisation de l'économie constituent encore des défis de taille. C'est dans ce contexte politique qu'est publiée la cinquième édition de l'étude à long terme « Actually European!? », qui analyse la façon dont les citoyen·ne·s allemand·e·s perçoivent le rôle joué par leur pays au sein de l'UE et décrypte leurs attentes envers leur gouvernement.

PRINCIPALES CONCLUSIONS DE L'ENQUÊTE REPRÉSENTATIVE¹

- **La promesse de façonner la politique de l'Europe de manière constructive n'a toujours pas été tenue :** 74,6 % des citoyen·ne·s allemand·e·s estiment que leur gouvernement n'a toujours pas respecté son engagement de modeler la politique de l'UE de façon constructive. 19,9 % pensent le contraire (voir graphique 1).

Graphique 1. Le gouvernement allemand respecte-t-il son engagement de modeler la politique de l'UE de façon constructive ?



- **L'Allemagne devrait jouer un rôle plus actif au sein de l'UE :** 51,6 % des Allemand·e·s estiment que leur gouvernement a récemment été moins actif sur la scène européenne. 37,1 % sont d'opinion contraire. Cela représente une baisse de 12 % par rapport à l'année précédente. 66,6 % des sondé·e·s souhaiteraient que l'Allemagne joue un rôle plus actif à l'avenir. En outre, 69,8 % appuient le fait que leur gouvernement adopte une approche coopérative, plutôt que dominante, en matière de politique européenne.
- **La défense et la politique énergétique figurent au premier rang des priorités :** invité·e·s à désigner les trois priorités les plus importantes aujourd'hui pour l'UE, les sondé·e·s placent le plus souvent les capacités de défense commune (54,6 %) et l'indépendance énergétique (50,6 %) en haut de la liste. Parmi les autres thèmes urgents, mentionnons l'inflation, la consolidation de l'État de droit, la lutte contre le changement climatique et le renforcement des systèmes de sécurité sociale.
- **Une majorité se prononce en faveur d'un financement européen de l'industrie verte :** 55,8 % des Allemand·e·s souhaitent la création d'un fonds d'investissement commun de l'UE pour promouvoir

¹ Dans le cadre de cette étude, la société de sondage Civey a mené une enquête en ligne auprès de 5 000 personnes en février 2023. Les conclusions sont représentatives de l'opinion de la population allemande âgée de 18 ans et plus. Le questionnaire a notamment été élaboré sur la base des commentaires recueillis en 2019 et 2021 auprès de groupes cibles.

des industries climatiquement neutres. 35,4 % sont opposés à cette idée. À l'exception des électeurs d'AfD, une majorité se prononce, tous partis confondus, en faveur d'un tel financement, malgré une forte variation des taux d'approbation (voir graphique 2).

Graphique 2. Les États membres de l'UE devraient-ils créer un fonds d'investissement commun pour promouvoir l'industrie verte ? Résultat total et par parti

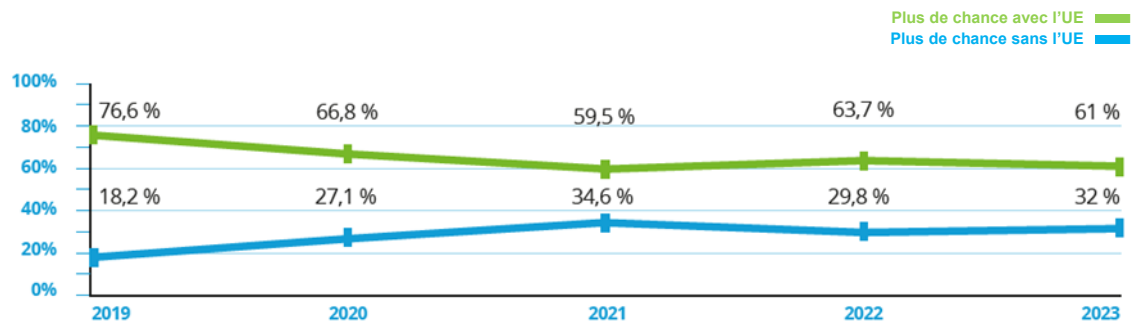
	Oui	Non
Population totale	55,8 %	34,4 %
SPD	72,2 %	18,8 %
CDU/CSU	50,1 %	40,6 %
Bündnis 90/ Die Grünen	89,9 %	5,5 %
FDP	45,3 %	40,6 %
Die Linke	61,6 %	26,7 %
AfD	18 %	70,6 %

- **Être membre de l'UE présente plus d'avantages que d'inconvénients** : comme lors des années précédentes, une majorité de sondé·e·s (58,7 %) considère que les avantages liés au statut d'État membre de l'UE l'emportent sur les inconvénients. 37,7 % y voient toutefois plus d'inconvénients pour l'Allemagne (7 % de plus qu'en 2022). Les répondant·e·s insistent plus particulièrement sur les avantages politiques de l'UE : 61 % sont convaincu·e·s que leur pays a plus de chance d'atteindre ses objectifs politiques avec l'UE que sans elle (voir graphique 3). En revanche, 46,2 % seulement estiment que l'Union européenne apporte des avantages économiques. On observe à cet égard une baisse de 2,6 %, qui pourrait s'expliquer par l'incertitude générale qui règne actuellement sur le plan économique.

TENDANCES ET RECOMMANDATIONS STRATÉGIQUES

- **Façonner la politique de l'Europe en période de crise** : les résultats de l'enquête peuvent être interprétés comme un vibrant plaidoyer des citoyen·ne·s allemand·e·s pour que leur pays commence à jouer un rôle plus actif et coopératif en matière de politique européenne, aussi bien à court terme – gestion de la crise – qu'à long terme – mise en œuvre de projets visant à définir l'avenir de l'Europe. L'engagement du gouvernement allemand pourra se traduire par un renforcement de la souveraineté européenne dans les domaines de l'énergie, de l'économie et de la défense, par une politique climatique cohérente et par des réformes institutionnelles à l'échelle de l'UE.
- **Respecter les engagements de l'Europe sur le plan social** : les Allemand·e·s sont conscient·e·s de la force politique que représente l'UE. Il en est moins de même dorénavant sur le plan économique. Cette tendance va de pair avec un sentiment général de crise et d'inquiétude face à l'avenir. Il est donc essentiel également de réaffirmer l'importance de l'Europe en tant que projet économique et social commun et de garantir la sécurité dans ces domaines.
- **Investir ensemble** : comme lors des années précédentes, les citoyen·ne·s allemand·e·s sont très largement favorables à ce que des investissements soient réalisés conjointement par les États membres de l'UE (dans les domaines de l'énergie, de la défense et du climat, entre autres). En particulier, une majorité se dégage en faveur de la création d'un fonds d'investissement européen pour promouvoir une industrie climatiquement neutre en Europe, ce qui permettrait à l'UE de faire face aux programmes similaires mis en œuvre par ses principaux concurrents commerciaux dans le domaine des technologies climatiquement neutres. Cela contribuerait également à faire avancer le « Pacte vert pour l'Europe » et assurerait la mise en œuvre d'une transformation équitable.

Graphique 3. L'Allemagne a-t-elle plus de chance d'atteindre ses objectifs politiques avec l'UE que sans elle ?



Publié par Heinrich Böll Foundation e.V., en collaboration avec Das Progressive Zentrum. Auteur·e·s : Dr. Johannes Hillje, conseiller politique indépendant et Policy Fellow auprès de Das Progressive Zentrum, Dr. Christine Pütz, directrice en charge de l'Union européenne auprès de la fondation Heinrich Böll, puetz@boell.de

Traduction par Pascal Roy | [Voxeu.org](https://voxeu.org)